

Leur Paix et la Nôtre

La guerre d'Algérie qui a porté indirectement Guy Mollet au pouvoir a été encore à la base de sa chute en s'éternisant. La crise ministérielle, la crise française, tourne plus que jamais autour de la question algérienne. Les graves difficultés économiques et financières, les problèmes de politique extérieure, l'équilibre politique interne, tout débouche sur l'Algérie, point de départ d'un équilibre nouveau plein d'imprévu et d'incertitude. L'Algérie met en cause l'avenir de l'impérialisme français. Aux grands maux les grands remèdes. La crise algérienne ne s'achèvera pas sans de profondes secousses en France, mettant en cause la nature du régime.

D'où l'importance capitale de la position adoptée par chaque formation sur cette question, position qui commande les perspectives françaises. A ce titre le problème algérien est une pierre d'achoppement sans pareille et ce n'est pas par hasard que l'attitude de notre mouvement tranche très nettement par rapport au comportement de tous les autres courants ouvriers ou qui se situent à gauche.

..

L'échec de Guy Mollet s'identifie incontestablement avec l'échec de la guerre d'Algérie. La bourgeoisie l'a remercié parce qu'il avait achevé en pure perte sa mission. Guy Mollet, amer, avait lancé à l'adresse des « indépendants » : il n'y a que ma politique algérienne qui vous convienne. De fait son renversement signifie qu'une page est tournée, qu'implicitement une solution politique doit être trouvée. Ce qui ne préjuge pas des délais peut-être relativement longs qui seront nécessaires à la bourgeoisie pour prendre entièrement le tournant, ni des voies qui devront être trouvées. Proche ou non le règlement de la question algérienne, les moyens d'atteindre la cessation des hostilités sont le sujet qui domine cette crise ministérielle.

La classe ouvrière est singulièrement absente de ce débat, force est de le constater une fois de plus. Elle est doublement absente, si l'on peut dire, en ce sens qu'il n'y a pas d'action prolétarienne conséquente pour imposer la fin d'une guerre injuste et qu'aucune grande organisation n'exprime une position conforme aux intérêts de la classe. La liaison de ces deux facteurs saute aux yeux : il n'y a pas d'action, parce qu'il n'y a pas de véritable direction prolétarienne, parce que PS et PCF ont brisé, chacun à sa façon, le mouvement de masse qui s'était levé contre la guerre d'Algérie avant et après le 2 janvier 1956.

Les grandes masses de ce pays comme celles d'Algérie aspirent ardemment à voir la paix rétablie. La réaction ne l'ignore pas qui se prépare à en tirer tout le profit possible en réalisant l'opération-paix qui est de toute façon trop sérieuse pour être laissée à l'initiative d'un socialiste. La paix serait-elle salutaire à n'importe quel prix, dans n'importe quelles conditions ? L'aspiration des travailleurs peut-elle coïncider avec une paix négociée par Pinay, de Gaulle ou même par Mendès-France ? Autrement dit, la classe ouvrière peut-elle s'en remettre à la bourgeoisie pour trouver une issue au conflit algérien ?

Les grands partis ouvriers ont si bien estompé la nature de classe de ce conflit que l'on se serait tenté de répondre par l'affirmative en suivant la logique de leur argumentation. Laissons de côté la SFIO qui a épousé la cause de l'impérialisme et est devenu son homme de mains. La politique du PCF ne tend qu'à exercer une pression sur la bourgeoisie pour l'amener à un comportement plus libéral, « plus intelligent », à une meilleure défense « des intérêts bien compris de la France. » Écoutons Laurent Casanova (1) :

« Aveuglés par les préjugés militaristes, entraînés par la passion anticommuniste, les gou-

vernants français ont écarté tout à la fois les conseils de prudence et les possibilités françaises de solution. Ils se sont lancés dans les aventures militaires en Syrie comme en Indochine. Aujourd'hui, la France n'est plus en Indochine. Elle n'est plus au Moyen Orient. Elle y serait toujours, mais sur d'autres bases, si on avait bien voulu tenir compte des leçons de l'Histoire.

Dans l'un et l'autre cas, les gouvernants français ont fait ce qu'ils nous accusaient mensongèrement de vouloir. Et tout laisse à prévoir qu'il en serait de même en Afrique du Nord si par malheur la guerre devait continuer. Ce n'est pas seulement l'intérêt national que vous ne savez plus reconnaître, ce sont les intérêts d'Etat les plus simples : intérêts militaires, économiques et culturels, que vous ne savez plus garder. »

Il se dégage de cette citation que le PCF défend la « présence française » en Indochine, au Moyen Orient, en Afrique du Nord — les intérêts impérialistes, pour être clairs et parler en termes marxistes — et le seul reproche qu'il adresse à « nos gouvernants » c'est de ne pas pratiquer une politique à la Churchill. Le PCF mène une politique nationale à rebours qui consiste à prendre en considération les intérêts impérialistes étrangers à la classe ouvrière en piétinant les intérêts nationaux légitimes et justes des peuples opprimés. Les intérêts de la classe ouvrière coïncident avec ceux du peuple algérien et non avec la « présence française ».

Casanova pose le problème en ces termes : « La seule question qui se pose aujourd'hui est de savoir si le peuple algérien accédera à l'indépendance avec l'aide de la France ou contre elle. »

Le problème est toujours soigneusement dénudé de son contexte, de son fondement social. C'est encore une fois la revendication d'un impérialisme libéral et généreux un tantinet philanthropique. La grande question qui nous préoccupe, quant à nous, est de savoir si le peuple algérien accédera à l'indépendance avec l'aide du prolétariat français ou sans cette aide. De cette question dépend le rythme du développement de la révolution algérienne en même temps que les perspectives françaises. Ce qui indique bien combien les choses se tiennent.

L'attitude des marxistes devant la guerre découle de son caractère social. La cause du peuple algérien est juste. Son combat par les objectifs d'émancipation qu'il se fixe et le bouleversement de toute la structure colonialiste qu'il implique revêt un caractère révolutionnaire manifeste. Ce caractère révolutionnaire explique à lui seul tous les échecs du Corps expéditionnaire et de la pacification, la démoralisation et la décomposition qui se font jour dans l'armée française. Il est reconnu par les militaires, par Lacoste lui-même, et sert de justification à l'emploi de méthodes « spéciales » auxquelles ont recourus les pacificateurs. La guerre menée par l'impérialisme français est donc la plus réactionnaire qui puisse être ; sa nature est spécifiquement contre-révolutionnaire.

La classe ouvrière ne peut être indifférente dans ces conditions au contenu de la paix qui peut être imposé au peuple algérien sous des pressions internationales conjointes. Elle ne peut s'en remettre à la bourgeoisie de conclure cette paix à sa façon en tentant de perpétuer par des mesures politiques et économiques un asservissement qu'elle ne sera plus parvenue à maintenir par la force des armes. Des tentatives bourgeoises de cette sorte iront du reste de pair avec des entreprises de « stabilisation » en France en matant la classe ouvrière. Du jour où l'échec de la bourgeoisie sera signé en Afrique du Nord elle s'efforcera de prendre sa revanche dans la métropole. La bourgeoisie vise en somme à réaliser la paix aux dépens du peuple algérien et du prolétariat français en préservant au maximum ses intérêts.

Il nous paraît plus important d'attirer l'attention des travailleurs sur la paix contre-révolutionnaire que la bourgeoisie voudrait réaliser, en les appelant à soutenir la révolution algérienne par leur action de classe plutôt que de bavarder sur les formules diverses proposées par des cercles bourgeois, tel le projet de la table ronde. Nous ne sommes pas les marieurs des peuples opprimés avec l'impérialisme. Les tables rondes servent, le plus souvent, à escamoter les problèmes en noyant les rapports de forces.

..

La révolution algérienne a accompli des miracles qui témoignent d'une vitalité sans bornes. Son principal point faible se situe en dehors d'elle, c'est son relatif isolement.

Jamais sans doute la trahison des dirigeants du PCF n'est apparue avec tant de clarté qu'au cours de la guerre d'Algérie. A la base de cette trahison il y a le double refus de ces dirigeants de prendre en considération la situation pré-révolutionnaire créée en France par ce conflit et de reconnaître la révolution algérienne.

Aux raisons fondamentales de la politique stalinienne dictée par les intérêts du Kremlin qui considère la présence française en Afrique du Nord comme un moindre mal, s'ajoute l'incompréhension devenue traditionnelle envers la révolution coloniale. Il n'est que de constater la stérilité des PC en Afrique du Nord qui possédaient à divers moments des atouts sérieux. Les dirigeants du PC ne peuvent concevoir qu'il y a révolution si la direction n'est pas entre leurs mains. C'est un de leurs péchés mignons. Dans le cas de la révolution coloniale ils en sont toujours à la vieille théorie menchevik exhumée par Staline de la révolution par étapes hermétiquement closes. Les deux choses réunies font que le PCF ignore obstinément la révolution algérienne et partant s'abstient de toute analyse du mouvement en cours. La reconnaissance de la révolution algérienne aggraverait encore le cas du PCF et son vote des pouvoirs spéciaux.

En Algérie, moins qu'ailleurs, les étapes ne peuvent être préservées. Le mouvement est populaire dans sa base, dans ses cadres et dans ses dirigeants même. La bourgeoisie algérienne est quasiment inexistante et n'a aucune prétention de pouvoir contenir les masses. La libération nationale se confond plus intimement que partout ailleurs avec l'expropriation des terres de la grosse colonisation, étant donné l'ampleur inouïe de la spoliation et l'énorme masse des paysans sans terre et de la main-d'œuvre inemployée. La réforme agraire liée à l'abolition des privilèges colonialistes, à la nationalisation des sources de matières premières et à un plan d'industrialisation sont les mesures clés pour résorber un chômage chronique monstrueux. La structure sociale de l'Algérie a donné d'emblée à la lutte son empreinte révolutionnaire si prononcée.

Si cette révolution emprunte ses voies particulières qui ne sont pas toujours bien comprises dans la métropole, cela est bien compréhensible, compte tenu de la situation. S'il existe des barrières ce sont les grands dirigeants ouvriers français qui les ont dressées avec persévérance depuis des années.

Quoiqu'il en soit, la tâche du prolétariat français est de concourir à la victoire de cette révolution.

Le prolétariat doit mettre en avant et lutter pour sa propre solution :

- Arrêt de la répression ; libération des emprisonnés ; suppression des camps de concentration ; amnistie.
- Abolition des pouvoirs spéciaux.
- Arrêt inconditionnel des hostilités.
- Retrait des troupes françaises.
- Indépendance du peuple algérien.

Robert LEBLOND.

(1) Discours à l'Assemblée Nationale prononcé le 20 mars 1957.